



ABROGATION D'UNE INTERDICTION D'ACCÈS
71 et 75, rue Joseph Blanchart
À Nantes

MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants,

Vu l'arrêté 2024SRC08 du 22 février 2024 pris suite à la chute d'un arbre provenant du parc de l'école Joseph Blanchart et tombé à travers cette même rue sur les maisons situées au 71 et 75 rue Joseph Blanchart à Nantes et interdisant l'accès à ces maisons,

Considérant le bâchage de la toiture du n° 71 et les constatations du couvreur ayant réalisé ce bâchage indiquant que seuls quelques chevrons et un arbalétrier étaient endommagés, ce qui selon ses dires est sans conséquences sur la structure du bâtiment,

Considérant en conséquence qu'il n'y a plus de risques pour la sécurité des occupants de cette habitation,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

ARRÊTE :

Article 1 - L'arrêté 2024SRC08 du 22 février 2024 interdisant l'accès aux maisons situées au N°71 et 75 rue Joseph Blanchart **est abrogé**. Un nouvel arrêté (SRC202409 du 26 février 2024) maintenant l'interdiction d'accéder à la maison située au 75, rue Joseph Blanchart est réalisé.

Article 2 - Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires.

Article 3 - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le **06 MARS 2024**

P. BOLO,

L'Adjoint délégué,
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le **06 MARS 2024**

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par mail à dgd@nantesmetropole.fr ou par voie postale à l'adresse suivante : Direction risques et protection des populations - Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.

Accusé de réception en préfecture
044-214401093-20240306-2024SRC13-AR
Date de télétransmission : 06/03/2024
Date de réception préfecture : 06/03/2024

2024SRC13